

Format de citation

Lévy-Aksu, Noémi: Rezension über: Hamit Bozarslan, Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours, Paris: Tallandier, 2013, in: ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2014, 3 - Méditerranée, S. 829-832, DOI: 10.15463/rec.36281692, heruntergeladen über Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Cet article peut être téléchargé et/ou imprimé à des fins privées. Toute autre reproduction ou représentation, intégrale ou substantielle de son contenu, doit faire l'objet d'une autorisation (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

tions sur la société tunisoise. Ces migrants ont certes transplanté dans cette province ottomane du Maghreb de nouvelles institutions sociales et culturelles venues d'Europe (des hôtels, des théâtres dès 1826, des écoles à partir de 1830...). Mais, selon l'auteure, ils ont aussi perturbé les sociétés locales et dérangé l'ensemble des autorités administratives et politiques (des gouverneurs de la province aux consuls européens) par leur manière d'occuper les espaces publics, d'y mendier, d'y trafiquer, de s'allier au-delà de leur communauté d'origine. L'affaire Giovanna Tellini, en 1868, du nom de cette Pisane illettrée qui louait un magasin à un Grec et était associée dans ses troubles affaires avec une Espagnole est, de ce point de vue, éclairante. Dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle, les trafics et contrebandes d'armes, de tabac, de haschich et la prostitution furent l'œuvre de petites gens tels que Tellini, qui minaient aussi bien les politiques de monopoles économiques de l'État tunisien que les ambitions d'expansion commerciale des puissances européennes.

Si les effets créateurs et perturbateurs de ces changements sont très bien restitués, il aurait été souhaitable d'en mesurer plus profondément les implications à la fois sur les manières dont les migrants pouvaient se percevoir et sur les réponses des diverses autorités en place à Tunis. J. Clancy-Smith convainc de la nécessité de ne pas admettre d'emblée l'« européenne » de ces migrants, de les concevoir dans des formes de créolité, de les distinguer ou de les rapprocher des autochtones par leurs vêtements. Il resterait néanmoins à déterminer à quel point ces migrants ont pu s'émanciper par leurs petits trafics de leur autorité de tutelle et comment ils ont été ballottés entre différentes protections transcommunautaires plus ou moins légales. Si l'auteure évoque par petites touches les capacités d'action et les politiques de réaction des autorités de Tunis face à ces migrants (comme le refus d'accueillir des Maltais en 1836, la mise en place d'une police urbaine et d'un conseil municipal au début des années 1860, les tentatives de fermeture du port de La Goulette, la mobilisation habile de congrégations chrétiennes ou le contrôle du trafic

d'alcool), la rationalité de cette politique locale aurait dû être davantage resituée dans le cadre plus global des réformes d'inspiration ottomane appliquées à l'époque (*Tanzimat*) et selon une logique complémentaire de mobilisation des sujets autochtones (*awlâd al-bilâd*) au sein de la nouvelle armée régulière et de nouveaux organes administratifs entre 1830 et 1860.

Les nombreux apports de l'ouvrage et les multiples pistes qui y sont ouvertes sont tributaires des archives consultées, archives avant tout en langues européennes, y compris dans les fonds tunisiens. L'auteure admet ne pas avoir conçu un objet achevé mais un premier panorama de problématiques pour des travaux à venir. Une conclusion fondamentale se dégage de cet ouvrage, un enseignement crucial qui aiderait à refonder et à provincialiser, au bon sens du terme, l'histoire du Maghreb : la nécessité de s'affranchir d'une périodisation binaire distinguant un temps colonial d'un temps précolonial. De ce point de vue, les migrants venus au XIX^e siècle ont dû entretenir des relations fort complexes avec les autorités coloniales françaises et maintenir, à la manière des sujets tunisiens, d'autres temporalités inaugurées, dans leur cas, au temps de leur première installation dans la province de Tunis.

M'HAMED OUALDI

1 - Julia Ann CLANCY-SMITH, *Rebel and Saint: Muslim Notables, Populist Protest, Colonial Encounters (Algeria and Tunisia, 1800-1904)*, Berkeley, University of California Press, 1994.

Hamit Bozarslan

Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours

Paris, Tallandier, 2013, 589 p.

Historien et politologue, spécialiste de la question kurde et de la violence dans le Moyen-Orient contemporain¹, Hamit Bozarslan entreprend ici une synthèse ambitieuse de l'histoire de l'empire ottoman et de la Turquie républicaine. En effet, contrairement à ce que pourrait laisser penser le titre de l'ouvrage, l'histoire ottomane n'est pas présente sous

forme de prélude à l'histoire de la Turquie moderne, mais elle occupe la plus grande partie du panorama qu'offre H. Bozarslan, qui couvre plus de six siècles, de la formation de l'empire à nos jours. Alors que d'importants ouvrages de synthèse sont parus récemment en anglais, telle la *Cambridge History of Turkey*, on ne peut que saluer le projet de rendre accessible à un public francophone les acquis d'une historiographie qui s'est profondément renouvelée depuis deux décennies. Malgré les réserves exprimées ci-dessous, H. Bozarslan relève le défi de proposer une synthèse accessible au non spécialiste sans renoncer à une approche conceptuelle originale.

Le livre se compose de quatre volets chronologiques. Intitulée « Un 'empire universel' », la première partie est centrée sur la mise en place de l'empire et sa période dite « classique », les ^{xv}^e-^{xvi}^e siècles, abordant les ^{xvii}^e-^{xviii}^e siècles essentiellement sous l'angle des contestations et des crises d'un modèle politique. La deuxième partie se penche sur l'« Ordre nouveau » du long ^{xix}^e siècle, de la réorganisation militaire de Sélim III aux Tanzimat, avant de discuter le statut problématique du règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909) au sein de cette ère de réformes. Le troisième volet explore « La Turquie unioniste et kémaliste » du premier ^{xx}^e siècle, inscrivant la période républicaine dans la directe continuité de l'époque Jeune-Turque. Enfin, la dernière partie est consacrée à « La Turquie d'aujourd'hui », expression qui renvoie à une approche synthétique et thématique de la République turque des lendemains de la Seconde Guerre mondiale à nos jours.

Cette périodisation est loin d'aller de soi, alors que la question des ruptures et continuités de l'histoire ottomano-turque reste débattue dans les champs historiographique et politique de la Turquie contemporaine. Le parti pris de l'auteur est clairement révisionniste face à une historiographie officielle kémaliste qui s'est construite autour de la rupture absolue qu'aurait introduite la proclamation de la République en 1923. Cette thèse de la rupture, qui a aujourd'hui perdu de son hégémonie en Turquie même, est ici réfutée de manière convaincante à travers une exploration des connexions idéolo-

giques et politiques étroites entre les périodes unioniste et kémaliste. En revanche, la périodisation proposée pour la période ottomane antérieure est plus traditionnelle et tient moins compte des acquis de l'historiographie récente. Nombre de travaux, dont le volume III de la *Cambridge History of Turkey* offre un utile aperçu, ont en effet réévalué les ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles sous l'angle de dynamiques sociales et culturelles qui ne peuvent être réduites à un appendice de la période classique ou à un prélude des Tanzimat, un aspect qui transparait peu dans le découpage chronologique et thématique adopté par l'auteur.

Cette remarque préliminaire pose la question plus large de l'approche choisie pour l'analyse de l'empire ottoman. Privilégiant l'angle politique, l'auteur se penche sur les ressorts complexes du pouvoir impérial avec le souci de prendre en compte ses ramifications provinciales et les dynamiques sociales qui renforcent ou contestent l'ordre établi. Le panorama qui en résulte est d'une grande clarté, même si certains aspects auraient pu être mieux mis en valeur, telle l'importance de l'urbanisme et du patronage artistique et architectural dans la légitimation du pouvoir ottoman, au cœur des ouvrages récents de Çiğdem Kafescioğlu sur la transformation d'Istanbul en capitale ottomane et de Shirine Hamadeh sur l'urbanisme du ^{xviii}^e siècle². De même, l'analyse des dimensions socio-économiques des révoltes des janissaires du long ^{xviii}^e siècle aurait pu être approfondie à partir des travaux de Mehmet Mert Sunar ou Cemal Kafadar, mais il est évident que l'ampleur du spectre chronologique parcouru ne permettait pas d'éclairer également tous les aspects évoqués.

Toujours centrée sur le système politique, l'étude du ^{xix}^e siècle ottoman propose une lecture assez conventionnelle de l'ère des Tanzimat. Si H. Bozarslan évoque les critiques suscitées par le paradigme de l'occidentalisation, il place celui-ci au centre de son analyse des réformes étatiques de la période, une perspective qui aurait pu être illustrée et nuancée par des références aux travaux de Maurus Reinkowski ou à l'article de Butrus Abu-Manneh sur les racines islamiques de l'édit des réformes de 1839³. L'examen du règne

d'Abdülhamid II s'inspire davantage des recherches récentes, évoquant notamment les débats sur la nature coloniale du pouvoir ottoman de l'époque ou la fluidité des courants de pensée de la fin du siècle, articulant les références islamiques, turques et occidentales. On regrette cependant que toute cette partie ottomane de l'ouvrage soit entachée par un nombre important d'erreurs typographiques, voire patronymiques, en particulier sur les références bibliographiques et les expressions en turc, avec des signes diacritiques utilisés de manière très aléatoire.

La troisième partie permet de retrouver des thèses que l'auteur a développées dans des ouvrages précédents. Particulièrement attentif au nationalisme, aux mécanismes de domination étatique ainsi qu'aux processus de répression et d'exclusion qui sont leurs corollaires, H. Bozarslan porte un regard sans concession sur les époques Jeune-Turque et républicaine. L'analyse du génocide arménien est minutieuse et étayée par de nombreuses références aux témoignages de l'époque et à l'historiographie récente. Quant au régime kémaliste, l'auteur souligne ses tropismes ambigus pour l'Italie fasciste et l'Union soviétique dans les années 1920, puis pour l'Allemagne nazie dans les années 1930. Ses arguments auraient pu être complétés par un examen plus précis des politiques sociales et économiques et de leur évolution après 1930, à partir par exemple du travail de Taha Parla et Andrew Davison sur l'idéologie corporatiste du régime⁴. L'accent mis, à juste titre, sur la dimension raciale du nationalisme turc et sur les relations avec l'Allemagne constitue un fil directeur qui donne une grande cohérence au dernier chapitre de cette partie. On regrette seulement qu'il conduise à présenter une vision trop simplifiée de la Seconde Guerre mondiale, en réduisant la neutralité turque à une inféodation à l'Allemagne, sans mentionner les relations diplomatiques étroites entretenues avec les Alliés tout au long du conflit.

La dernière partie offre une réflexion sur les dynamiques politiques et sociales observables depuis 1950. Tout en posant les principaux jalons chronologiques, elle aborde les questions majeures des dernières décennies,

tels le rôle de l'armée, la montée de l'islam politique, la question kurde ou l'émergence de la société civile. De manière convaincante, H. Bozarslan souligne la permanence d'une matrice autoritaire au sein de l'État turc, que se réapproprient les différents partis au pouvoir, au-delà de leurs divergences idéologiques. La dénonciation des traîtres et ennemis intérieurs apparaît ainsi comme une constante, se focalisant avec une intensité variable selon les périodes sur les mouvements kurdes, d'extrême gauche ou islamistes. Cette problématique ne néglige pas les transformations du champ politique et les tensions qui ne cessent de parcourir l'appareil étatique, y compris durant les périodes les plus répressives. L'analyse des acteurs de la société civile depuis les années 1980 laisse transparaître un certain scepticisme de l'auteur quant à leur marge de manœuvre dans un système politique verrouillé. Le trait paraît parfois noirci à l'excès. Ainsi, la description d'un mouvement féministe divisé et prisonnier d'intérêts politiques supérieurs aurait pu s'accompagner d'une mention de l'activisme d'associations féministes indépendantes sur les scènes politique, juridique et médiatique, notamment sur les questions de violence et de sexualité.

La conclusion reste prudente sur l'avenir politique de la Turquie, alors que la perspective européenne a perdu sa centralité dans l'agenda du pouvoir et que le contexte régional est plus que jamais incertain et conflictuel. Tout en partageant les analyses de l'auteur sur l'hégémonie du Parti de la justice et du développement, on peut lui reprocher de présenter un tableau trop figé de la scène politique actuelle, surtout avec l'éclairage rétrospectif de la vague de contestation qui a secoué le pays en mai-juin 2013. Dans son ensemble, quoique inégal et imparfait dans la forme, cet ouvrage a le grand mérite de présenter un panorama de l'histoire ottomane et turque qui, tout en s'adressant à un large public, offre une contribution critique et argumentée à un champ de recherches fortement polarisé.

NOÉMI LÉVY-AKSU

1 - Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, [2004] 2007.

2- Çiğdem KAFESCIOĞLU, *Constantinopolis/Istanbul: Cultural Encounter, Imperial Vision and the Construction of the Ottoman Capital*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2009 ; Shirine HAMADEH, *The City's Pleasures: Istanbul in the Eighteenth Century*, Seattle, University of Washington Press, 2008.

3- Maurus REINKOWSKI, *Die Dinge der Ordnung. Eine vergleichende Untersuchung über die osmanische Reformpolitik im 19. Jahrhundert*, Munich, R. Oldenbourg 2005 ; Butrus ABU-MANNEH, « The Islamic Roots of the Gülhane Rescript », *Die Welt des Islams*, 34, 1994, p. 173-203.

4- Taha PARLA et Andrew DAVIDSON, *Corporatist Ideology in Kemalist Turkey: Progress or Order?*, Syracuse, Syracuse University Press, 2004.

Dimitri Skopelitis et Dimitri Zufferey

Construire la Grèce, 1770-1843

Lausanne, Éd. Antipodes, 2011, 408 p.

Depuis quelques décennies, l'abondante bibliographie anglophone sur l'histoire de la Grèce moderne et contemporaine a ouvert de nouvelles pistes de recherche. En Allemagne, une histoire concise de la Grèce a vu le jour récemment¹, s'ajoutant à un certain nombre d'éditions originales et de traductions sur ce sujet. En revanche, les ouvrages synthétiques sont rares en français, le meilleur parmi eux datant de 1953². Sous cet aspect, cette monographie arrive à propos. Elle représente, selon la préface de Michel Porret, la « synthèse remaniée d'un remarquable mémoire de maîtrise en histoire moderne » (p. 7), rédigée sous sa direction en 2007.

Centrée sur les « mécanismes essentiels qui, par leur évolution, ont contribué, chacun à sa manière, à la création et à l'édification d'un État » (p. 25), l'étude traite de la formation de l'État-nation grec depuis l'apparition des Lumières néohelléniques jusqu'à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Le cadre chronologique de cette approche historique du premier État européen « issu d'un empire multiethnique tel que l'empire ottoman » (p. 14) est délimité par des dates conventionnelles : en effet, si l'année 1770 représente,

selon Constantin Dimaras, la date de naissance du mouvement des Lumières³, l'année 1843 ne marque pas l'accomplissement ou la fin de ce courant intellectuel, mais la date précise d'une insurrection politique qui vise à l'obtention d'une constitution.

Cette pluralité d'approches correspond à la diversité des champs étudiés qui vont des Lumières (françaises et grecques) à la législation, l'administration et la politique extérieure établies par la Régence à partir de 1833, et du philhellénisme franco-allemand avant et pendant la guerre de l'Indépendance à la querelle des autochtones et hétérochtones. De même que les différents domaines de recherche abordés, les points de vue adoptés se multiplient et se confondent tout au long du récit : tantôt il est question de l'imaginaire identitaire des Grecs, reconstitué selon des sources primaires ou secondaires, tels que des textes historiographiques, politiques, littéraires ou de droit international, tantôt la perspective est celle des Occidentaux, philosophes et voyageurs, hommes d'État et diplomates. Ce pluralisme méthodologique ne facilite ni la lecture ni une interprétation cohérente des faits historiques.

Le livre est composé de sept chapitres allant de la construction idéologique de l'hellénisme moderne au règne absolu d'Othon I^{er}. Leurs intitulés constitués d'infinitifs (« Penser la Grèce », « Préparer la révolution », « Libérer les Grecs », etc.) révèlent la méthode globaliste et par conséquent schématique de présentation de cette longue période. Car comment exposer en quelques pages seulement la perception de la Grèce ottomane par les voyageurs français du XVIII^e siècle ? Comment résumer dans un chapitre l'histoire diplomatique de la Révolution grecque ou le mouvement « polymorphe » du philhellénisme en passant de l'*Hypérion* de Friedrich Hölderlin à la *Scène héroïque* d'Hector Berlioz, et de François-René de Chateaubriand aux Légions des philhellènes et aux Propylées de la ville de Munich ? Comment maîtriser la bibliographie sur les Lumières grecques qui regroupe, de 1945 à 1995, « plusieurs centaines de monographies » (p. 26) sans réduire leur réception à trois tendances principales rattachées, à tort, à la question de la langue ? Finale-